



Réunion de rentrée du 03 septembre 2010 à la DSF: Prise de contact Direction / O.S.

La CGT Finances Publiques était représentée par Jean Luc Capelle et Jean Paul Cam

Pour la la Direction Mlle Peucat , M Pichevin M Monnerie (TPG) a assisté à une partie de la réunion celle ci a duré de 14 h30 à 18 heures

I- Accueil des agents dans le Finistère:

Déroulement de la journée sans observation notable et satisfaisant.

II- CREDITS:

La « Centrale » accompagne bien les travaux: 15 millions euros dotation / Immobilier s/ 5 ans.

Cependant, les frais induits (déménagements, travaux décalés de nuit, mobiliers, autres ...) nécessitent une enveloppe complémentaire de 370 000 euros. Pour ces demandes complémentaires, il convient d'attendre les prochains jours.

III- R.H.:

- Cadres, mouvements IDEP: Quimper Est passe de 966 à 1015; Quimper Ouest déclassé

Brest: adjoint IDEP 1 supprimé; IDEP 2

- Listes aptitudes: Dates examen des listes:

13/09/: Catégorie A: 2 candidatures

21/10/: Catégorie B: 24 candidatures

CAPL: Dates proposées: 19/10/ et 20/10/ au plus tard; si possible 14/10/. Même dispositif que l'an passé reconduit: Avec un entretien.

- A.C.M.O.: M. HAEMMERLIN retenu s/ les 10 candidats. Il y avait 5 A, 4 B et 1 C, toutes filières confondues.

HAEMMERLIN, cadre A, a été retenu / parcours particulier: Mutuelles, etc Prise de fonction début janvier 2011, à peu près comme la mise en place officielle de la D.L.U..

L'A.C.M.O. est chargé du suivi du D.U. - Document Unique et du suivi des agents en difficulté.

Il est directement rattaché au Chef de Pôle.

- Nouveau statut des personnels (Ulysse IV) / Catégorie A: Septembre 2011, fusion des statuts; rapprochement des filières en retenant les dispositions statutaires les plus favorables. Ce point sera développé ultérieurement. Statut d'AFIP.

IV- D.L.U.: Le grade est en réalité appelé DDFIP

- Actuellement intérim du D.S.F. Assuré par Françoise PEUCAT assisté de Christian PICHEVIN.

- D.L.U.: Date prévisible aux alentours du 01/12/2010, avec installation progressive entre 01/12/2010 et 01/09/2011;

Travaux IMMOBILIERS importants à prévoir.

Le projet d'organisation a été transmis en début de semaine à la Délégation interrégionale.. Ce projet, conforme aux directives d'une circulaire de la DG elle-même, devrait être approuvé.

Il y aura 3 pôles:

1° Gestion fiscale 2° Gestion publique 3° Ressources (missions transverses)

Mlle Peucat sera responsable du Pôle pilotage des ressources , M Pichevin de la filière fiscale

Le DDFIP sera à QUIMPER en raison du fait qu'il s'agit aussi du chef lieu du département.

Le regroupement des fonctions transverses à Quimper a été facilité par le fait que les agents du Trésor qui les accomplissent aujourd'hui auront quitté l'administration à l'horizon de 2011. Ainsi l'opportunité de regrouper ces fonctions à Quimper sans mobilité des agents a été saisie.

Un programme de formation avec fiches de postes est proposé aux agents quimpérois. On recense 11 candidats pour 7 ou 8 postes. Sélection en mai de 7 candidats, affectés à la Recette des Finances dans l'attente. Formation ces jours-ci: Applications conservées:

- AGORA libre service
- mais logiciel de paie: Celui du Trésor

Reste CHORUS / Budget logistique: 1 agent pour mettre en oeuvre «Chorus ».

- Fiscalité Directe Locale: Équipe de 2 agents A créée à la TG de Brest
- Recouvrement: Cellule Quimper --> Pôle fiscal
- Antennes: 1 antenne immobilier à Brest; 1 antenne informatique
- DOMAINE: Rattaché directement au DDFIP qui le pilote toujours.

RESUME:

- DDFIP, n° 1 à qui sont directement rattachés à Quimper:
Domaine Communication audit maîtrise des risques
- Puis trois blocs

LOCAUX: (travaux lourds de l'ordre de 500 000 à 600 000 euros).

- BREST: Locaux de la TG
- QUIMPER: Le 36 Rue des Réguaires est trop difficile à agencer. RECETTE FINANCES en revanche, possibilité d'extension ==> DDFIP et ressources humaines à la R.F. Mais dans un certain délai en raison des travaux.

Ultérieurement, extension de 600 M2 à la R.F. et regroupement s/ ce seul site d'ici 1 à 2 ans.

- A terme, 600 M2 à libérer à la Cité Administrative de Brest.
- C.H.S. Organisation: Pas de changement mais A.C.M.O. Cadre A à plein temps est une bonne chose.

V- IMMOBILIER:

- TY NAY: Vidé --> Modulaires; désamiantage en cours. Ré aménagement des équipes: avant campagne IR.

Modules: Problèmes en cours

Ouvrants: 2 fenêtres manquent

Jupes pas entièrement fermées / rongeurs == Grillage prévu

- Brest Dernière rotation en étage: 3° niveau 10/12/2010 = Délai prévu

Parking: Avant fin année

- DOUARNENEZ: Toiture: Réfection infra structure
- CARHAIX: Ouvrants: Appel d'offre (200 000 euros)
- QUIMPERLE: Réfection électrique: Appel d'offre fin septembre 2010
- Morlaix les problèmes d'allergie ont été évoqués

VI- DIVERS:

Zones d'accueil Quimper: 3 boxes provisoires inadaptés ==> Groupe de travail avec M

TISSOT. Pour restructurer au mieux, même en provisoire.

CTPD planning: Bilan campagne IR For pro mardi 12/10/2010

CTP préparatoire à la D.L.U.: Date non fixée

CTP emplois: Date non fixée

09/11/: CTP Bilan notation (+ éventuellement en /11/ CTP / D.L.U.)

14/12/ EMPLOIS

Il a par ailleurs été demandé que l'engagement sur les contrôles de traçabilité limités sur quinze jours soit respecté et qu'ils ne soient plus faits e sur 6 mois comme ça été le cas sur un service non cité. La direction a donné acte.

Bataille pour les retraites "Il n'est pas illusoire de viser la victoire"

A l'occasion d'un grand débat sur le forum social de la Fête de l'Humanité, Le secrétaire général de la CGT a déclaré samedi qu'il n'était "pas illusoire de viser la victoire" dans la bataille sur les retraites car les syndicats et le mouvement social sont "en position de force aujourd'hui".

"Ayons confiance en nous (...), c'est nous qui sommes en position de force aujourd'hui, c'est pas eux", le gouvernement et sa majorité, a-t-il lancé. Bernard Thibault a indiqué que la priorité, "c'est d'élargir la mobilisation", pas de durcir les formes de lutte, car "on a encore beaucoup à gagner" en termes de participation aux manifestations et aussi aux grèves.

"Le blocage des transports, c'est pas compliqué du tout, on sait faire. Mais c'est pas notre stratégie syndicale. Notre stratégie syndicale repose sur la masse des travailleurs engagés dans une lutte", a souligné le secrétaire général de la CGT. S'exprimant sur la question de l'unité, Bernard Thibault a été particulièrement applaudi lorsqu'il a défendu l'unité des syndicats. "Les salariés attendent l'unité des syndicats et l'unité des syndicats doit survivre à tous les événements".

ELARGISSONS LA MOBILISATION POUR GAGNER !

Avec plus de 2,7 millions de manifestants sur le plan national et 60 000 sur le département, de nombreux arrêts de travail dans le privé comme dans le public, la Journée du 7 septembre a traduit, par l'action, la demande d'un autre projet de loi sur les Retraites, le rejet massif d'une réforme injuste et brutale.

Malgré les tentatives de divisions et de déstabilisations orchestrées par le Président de la République et la majorité parlementaire sur fond de peurs et de discours sécuritaires, les salariés, les jeunes, les retraités, les privés d'emploi, ont démontré qu'ils étaient déterminés à obtenir une réforme qui conforte la retraite par répartition, améliore le niveau des pensions et maintien l'âge de départ en retraite.

Nouvelle étape de grèves et de manifestations : le 23 septembre 2010

Sans occulter ni se laisser enfermer par le calendrier parlementaire, mais tout en voulant amplifier la dynamique du 07 septembre et peser sur le vote des députés, la réunion du 8 septembre des confédérations et organisations interprofessionnelles a décidé de faire du 15 et du 23 septembre 2010 deux nouvelles journées de mobilisation, afin de faire grandir le rapport de forces. Dans ce contexte, elles proposent de faire du jeudi 23 septembre une grande journée de grève et de manifestations dans tout le pays.

LETTRE OUVERTE COMMUNE DES ORGANISATIONS SYNDICALES DU FINISTERE CFTD, CGT, CFTC, CFE-CGC, UNSA, FSU, SOLIDAIRES

Mesdames et Messieurs les Députés,
Mesdames et Messieurs les Sénateurs,

Les salariés se sont mobilisés dans les proportions exceptionnelles le 7 septembre 2010 à l'appel des organisations syndicales. Le caractère injuste et inefficace de la réforme des retraites à l'examen en ce moment au parlement malgré nos protestations est à l'origine du conflit en cours. Cette réforme va aggraver les inégalités sans répondre aux enjeux de long terme. La méthode utilisée qui a consisté pour l'essentiel à recevoir les syndicats sans jamais réellement les entendre à contribuer à accroître les tensions.

Les annonces du 8 septembre 2010 qui se veulent une réponse aux mobilisations ne modifient pas à la logique globale de la réforme proposée. Les injustices demeurent. Le calendrier précipité ne permet pas d'être entendus.

Le recul de l'âge d'ouverture du droit à la retraite de 60 à 62 ans, combinés à l'augmentation simultanée de la durée de cotisation, va fortement pénaliser les salariés, et plus particulièrement tous ceux qui ont commencé à travailler jeunes, qui seront amenés à contribuer plus que les autres au financement du système sans acquérir le moindre droit supplémentaire.

Le recul de l'âge du taux plein de 65 ans à 67ans va durement aggraver la situation des salariés qui ont des parcours professionnels morcelés, en particulier les femmes dont près de 30% font valoir aujourd'hui leurs droits à la retraite à 65 ans pour éviter une pénalité sur leur pension et sont conduits à entrer tardivement sur le marché du travail.

Ce report des âges légaux va entraîner un prolongement du chômage pour les nombreux salariés qui ne sont plus en activité

lorsqu'ils partent à la retraite ce qui les pénalisera financièrement tout en reportant les charges financières sur d'autres comptes sociaux.

La pénibilité du travail n'est pas reconnue dans ses conséquences sur l'espérance de vie des salariés qui y ont été exposés.

Les fonctionnaires se voient imposer une hausse drastique de taux de leur cotisation, en période de gel des salaires, conduisant à une baisse importante et injuste de leur pouvoir d'achat.

Au total, le projet de loi de réforme des retraites fait reposer l'essentiel de l'effort sur les salariés, ne répond ni aux questions d'emploi, en particulier des jeunes et des seniors, ni à la résorption des inégalités ni au besoin de financement. Les salariés devraient accepter de payer la facture de la crise financière et économique dont ils ne sont pas responsables. Cette réforme est donc inacceptable.

Pour toutes ces raisons, au nom des salariés nous vous demandons solennellement d'entendre le point de vue des organisations syndicales dans la perspective de définir un ensemble de mesures justes et efficaces pour assurer la pérennité du système de retraites par répartition.

Dans ce contexte le vote de ce projet dans sa logique actuelle n'est pas d'actualité.

Pour un syndicalisme de conquêtes sociales

Je rejoins la CGT Finances Publiques

NOM : Prénom :

Date de naissance : .. / .. /

Catégorie : Grade : Echelon : Indice :

Temps partiel : %

Adresse administrative :

.....
.....

Adresse pour l'envoi de la presse :